

COMMUNIQUE DE PRESSE
N°39-2020

ONF

Non au démantèlement de l'ONF !

La CFDT dénonce avec la plus grande vigueur le projet de filialisation au sein de l'ONF imposé par les tutelles.

Nous pointions dans un précédent communiqué de presse l'indispensable cohérence entre le Plan de Relance agricole et les mesures gouvernementales.

Face à l'agonie de la forêt française, la première des réactions d'un gouvernement responsable est de développer son potentiel d'intervention, de faire appel à des salariés expérimentés, de profiter d'un maillage territorial efficace et de renforcer les moyens d'un établissement que beaucoup de pays nous envient.

Pour assurer la gestion, en France, des 16 millions d'hectares de bois, de ruisseau, de biodiversité et de rempart face à la pollution, un outil existe : l'ONF et ses 9.000 salariés. Mais que fait l'Etat pour le renforcer alors que l'établissement est central pour un accompagnement de qualité à l'entretien, à l'adaptation de notre forêt et à la régulation de la filière ?

Le plan de relance mobilise 200 millions d'euros pour aider la forêt à s'adapter au changement climatique. La loi d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP) inquiète les salariés professionnels du secteur, agents publics comme agents privés. L'ONF continue, sous l'impulsion des ministères de tutelles, et ce malgré les interpellations répétées des élus CFDT et des organisations syndicales, un démantèlement programmé de l'activité travaux via son projet de filialisation. Quitte à mettre en danger plusieurs centaines de salariés de droit privé, principalement des ouvriers forestiers. Des salariés fidèles au poste par tous les temps, subissant toutes les réformes, donnant toute leur vie au service de l'ONF.

La FGA-CFDT ne peut accepter une décision politique qui n'a aucun sens, qui ne répond à aucune logique économique, sociale, écologique et qui va mettre à mal la santé et l'emploi de ces salariés et les équilibres de la filière.

Evitons de répéter, avec l'ONF, les erreurs qui ont été faites pour l'Hôpital. La FGA-CFDT souhaite que ce projet soit retiré et qu'un véritable dialogue social se mette en place pour dynamiser le rôle de l'ONF face aux enjeux environnementaux et climatiques.

Fait à Paris, le 16 octobre 2020

Contacts :

Franck TIVIERGE, secrétaire national : 06.87.31.21.80

Frédéric CHINY, délégué syndical central ONF : 06.08.45.05.35

Presse : 06.89.04.25.27